



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE



Direction de la Communication

NEWS

Revue de presse



Lundi 26 septembre 2022



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Toutes les mesures prises pour soutenir l'investissement et améliorer la gouvernance financière



Le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali a affirmé samedi à Alger que les pouvoirs publics avaient pris toutes les mesures économiques et financières pour soutenir l'investissement et améliorer la gouvernance financière.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

La Chine accueille favorablement l'adhésion de l'Algérie à la famille des BRICS

La Chine accueille favorablement l'adhésion de l'Algérie à la famille des BRICS, a indiqué samedi à New York le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi, soulignant que l'Algérie est un "grand pays en développement" et un "représentant des économies émergentes".



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Industrie: priorité aux filières porteuses et à la substitution des importations

Le Gouvernement a concrétisé, depuis septembre 2021, de grandes réalisations en matière de développement des filières industrielles porteuses avec pour objectif de diversifier l'économie nationale et substituer les produits locaux aux importations, selon le contenu de la Déclaration de politique générale du Gouvernement.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Balance commerciale : un excédent de plus de 17 milliards de dollars prévu à fin 2022

L'excédent de la balance commerciale devrait dépasser les 17 milliards de dollars à la fin de l'année 2022, a affirmé dimanche à Alger le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane.



Brahim Djamel Kassali, ministre des Finances : «Toutes les mesures sont prises pour soutenir l'investissement et améliorer la gouvernance financière»

Le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali, a affirmé samedi à Alger que les pouvoirs publics avaient pris toutes les mesures économiques et financières pour soutenir l'investissement et améliorer la gouvernance financière.

S'exprimant lors des travaux de la rencontre Gouvernement-walis, M. Kassali a précisé que les pouvoirs publics avaient pris, durant les deux dernières années, « une batterie de mesures visant à préserver le marché du travail et à protéger l'économie et la stabilité financière des institutions », parallèlement aux réformes financières engagées à l'effet « d'éviter des crises à l'avenir ».

Le ministre a en outre souligné que la conjoncture actuelle requiert le financement de l'économie en recourant à des sources alternatives, à l'instar du financement islamique, en ce sens qu'il est possible de diversifier les produits de la finance islamique en vue de résorber la masse monétaire du marché parallèle.

Evoquant la finance locale, M. Kassali a rappelé que les collectivités locales sont financées selon différents mécanismes constitués de ressources propres, des impôts et des actifs, et par les interventions de l'Etat, à travers la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales (CSGCL), afin de réduire les écarts budgétaires entre les communes.



Toutes les mesures prises pour soutenir l'investissement et améliorer la gouvernance financière (ministre)

Le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali a affirmé samedi à Alger que les pouvoirs publics avaient pris toutes les mesures économiques et financières pour soutenir l'investissement et améliorer la gouvernance financière. S'exprimant lors des travaux de la rencontre Gouvernement-walis, M. Kassali a précisé que les pouvoirs publics avaient pris, durant les deux dernières années, "une batterie de mesures visant à préserver le marché du travail et à protéger l'économie et la stabilité financière des institutions", parallèlement aux réformes financières engagées à l'effet "d'éviter des crises à l'avenir".

Le ministre a en outre souligné que la conjoncture actuelle requiert le financement de l'économie en recourant à des sources alternatives, à l'instar du financement islamique, en ce sens qu'il est possible de diversifier les produits de la finance islamique en vue de résorber la masse monétaire du marché parallèle.

Evoquant la finance locale, M. Kassali a rappelé que les collectivités locales sont financées selon différents mécanismes constitués de ressources propres, des impôts et des actifs, et par les interventions de l'Etat, à travers la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales (CSGCL), afin de réduire les écarts budgétaires entre les communes.



Réunion Gouvernement-Walis /Finances : Une batterie de mesures pour soutenir l'investissement

Devant un auditoire composé des responsables locaux participants à la réunion Gouvernement-walis dont les travaux ont été ouverts, samedi à Alger, le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali a affirmé que les pouvoirs publics ont pris, ces deux dernières années, toutes les mesures économiques et financières pour soutenir l'investissement et améliorer la gouvernance financière.



Appréciation du dinar : s'inscrire dans la durée

Présidant l'ouverture des travaux de la rencontre Gouvernement-Walis, le Chef de l'Etat Tebboune a indiqué que les décisions prises en matière de lutte contre l'inflation et d'appréciation du dinar ont porté leurs fruits.



Premier ministre à la clôture de la réunion gouvernement-walis : « L'économie nationale renoue avec la croissance»

Premier ministre à la clôture de la réunion gouvernement-walis: « L'économie nationale renoue avec la croissance» . A la clôture de la réunion du gouvernement avec les walis, ce dimanche, le Premier ministre, Aïmène Benabderahmane, a fait un exposé non exhaustif sur les indicateurs de la reprise économique, et ce malgré le retentissement de la pandémie à la Covid-19 sur les marchés internationaux, ayant enregistré une inflation sans précédent.



[Nouvelle dynamique économique : La vision de Tebboune](#)

L'adhésion aux Brics sonne comme un catalyseur recommandé pour asseoir de nouvelles bases d'une économie nationale forte et résiliente. L'économie nationale entame une courbe de redressement progressif, à travers une série de mesures prises, entre autres, dans le sillage de la lutte contre l'inflation, d'une part, et, d'autre part, l'appréciation du dinar, à travers l'engagement de l'Algérie à revaloriser la monnaie nationale.



[Indicateurs économiques au vert, réserves de change en hausse et raffermissement du dinar : La machine redémarre](#)

L'Algérie de 2022 présente un tableau très positif. Les clignotants sont au vert, le fonctionnement de l'État se professionnalise... La rencontre gouvernement-walis, clôturée hier soir par le Premier ministre, a permis de faire une sorte de bilan d'étape des deux dernières années d'exercice de l'Exécutif, d'évaluer le taux de réalisation des chantiers et tracer les perspectives d'un avenir proche.



[Le Brent termine la semaine sous les 90 dollars : Que va faire l'Opep+?](#)

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole et ses partenaires, dont la Russie, ont prévenu qu'elle ne resterait pas les bras croisés face à la détérioration des prix du pétrole. Les prix du pétrole se sont écroulés.



[Kassali : diversifier les produits de la finance islamique pour absorber l'argent de l'informel](#)

Le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali a affirmé samedi à Alger que les pouvoirs publics avaient pris toutes les mesures économiques et financières pour soutenir l'investissement et améliorer la gouvernance financière, rapporte ce dimanche l'agence officielle.



Taux de change : L'euro est à 137 dinars (Banque d'Algérie)

Le dinar algérien maintient sa tendance baissière face aux principales monnaies étrangères, notamment l'euro et le dollar américain. Selon les cotations de la Banque d'Algérie valables du 23 au 27 septembre, la devise européenne est à 137,6256 dinars à l'achat et à 140,6865 dinars à la vente, tandis que le dollar américain s'échange à 140,5245 dinars à l'achat et à 140,5395 dinars à la vente.



Pouvoir d'achat : Des conditions de vie meilleures pour les algériens

L'augmentation des salaires et de l'allocation chômage, et la revalorisation des pensions de retraites, annoncées par le président de la République en début de l'année prochaine, sont une bouffée d'oxygène pour les ménages et travailleurs algériens durement éprouvés par les effets de la pandémie, l'inflation et l'érosion de leur pouvoir d'achat. Les nouvelles augmentations sont d'ores et déjà inscrites dans le projet de loi de finances 2023.



Rencontre Gouvernement-walis, Redressement économique : Quand le dinar se requinque

Le chef de l'Etat, Abdelmadjid Tebboune, a affirmé, à l'ouverture des travaux de la rencontre Gouvernement-walis, que les décisions prises en matière de lutte contre l'inflation et l'appréciation du dinar ont porté leurs fruits. Selon les données officielles de la Banque d'Algérie, le dollar s'échange contre 140.52 et 140.53 dinars pour le cours d'achat et de vente, tandis que l'euro poursuit sa baisse affichant un cours respectif de 137.62 et 137.68 dinars.



Repère : Un État, des institutions

«Nous sommes fiers d'avoir construit un État d'institutions.» Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a fait sienne, samedi à Alger, la devise chère à feu le Président Boumediène : un État qui survit aux hommes et aux événements. L'Algérie a réussi à construire un État pourvu d'institutions fortes et pérennes, dit le Président Tebboune, saluant le parachèvement de l'édifice institutionnel, à l'instar de l'élection de l'Assemblée populaire nationale (APN) et de la mise en place de la Cour constitutionnelle. Les réformes engagées

ont été déterminantes dans ce processus, indiquait le chef de l'État, lors la rencontre gouvernement-walis , soulignant, au passage, que la révision de la loi électorale a mis un terme à l'intrusion de l'argent sale en politique.



[Algérie : diversifier les produits de la finance islamique pour absorber l'argent de l'informel](#)

Le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali, s'est exprimé au sujet du rôle que peut jouer la finance islamique dans l'absorption de l'argent du marché informel, en Algérie. Ne bougez pas ! Dzair Daily rapporte pour vous plus de détails à ce sujet dans la suite de son édition du dimanche 25 septembre 2022.



[Algérie : 50 % de réductions sur l'assurance tous risques pour les retraités de ce secteur](#)

Des réductions de 50 % sur l'assurance tous risques sont offertes aux retraités de ce secteur. Dzair Daily vous en dit davantage dans la suite de son édition du samedi 24 septembre 2022. Il s'agit en effet des retraités du secteur de l'Éducation nationale, en Algérie, qui peuvent prochainement profiter, avec leurs familles, de réductions de 50 % sur l'assurance tous risques.



[Banque d'Algérie : Tebboune explique la hausse du dinar](#)

En marge de sa supervision de la rencontre gouvernement-walis, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a évoqué davantage d'informations au sujet de la nouvelle politique instaurée, en coordination avec la Banque d'Algérie, en vue de hausser la valeur du dinar. Dzair Daily vous apporte plus de détails à cet égard dans les lignes qui suivent.

Éradication marché noir des devises : le ministre dévoile sa stratégie

C'est sous le thème « la promotion de l'économie nationale et du développement local » que se tient la rencontre périodique Gouvernement et walis, sous le haut patronage du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, ces 24 et 25 septembre 2022. C'est le Chef d'Etat, qui a présidé la cérémonie d'ouverture des travaux de cette rencontre, se tenant au niveau du Palais des Nations au Club des Pins à Alger.



Appréciation de la monnaie nationale : Tebboune confirme un arbitrage en faveur du dinar

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a confirmé, samedi, à l'ouverture de la réunion gouvernement-walis un arbitrage en faveur de l'appréciation du dinar face aux deux principales devises d'échange, le dollar en particulier. Depuis juillet, le dinar connaît une nette appréciation face au dollar et à l'euro, dans un contexte national marqué par la hausse des fondamentaux de l'économie et un rebond spectaculaire de l'inflation.



Dinar : Tebboune confirme un choix en faveur d'une réévaluation

La monnaie nationale retrouve des couleurs face aux principales devises, le dollar et l'euro en l'occurrence. Cette appréciation était pour le moins prévisible dans un contexte de forte fièvre inflationniste et d'une amélioration de l'état des fondamentaux de l'économie.



Tlemcen: Plus de 600 livrets fonciers délivrés en 20 jours

La nouvelle organisation de fusion des deux administrations du Cadastre et de la Conservation foncière, mise en place par les pouvoirs publics commence à donner ses fruits et ce, dans le cadre des efforts visant à faciliter les démarches administratives en faveur du citoyen.



وزير المالية: هكذا يمكن امتصاص الكتلة النقدية من السوق السوداء

أكد وزير المالية إبراهيم جمال كسالي، أنّ تمويل الاقتصاد من خلال مصادر بديلة على غرار التمويل الإسلامي، قد يمكننا من امتصاص الكتلة النقدية الموجودة في السوق السوداء. وأوضح كسالي، خلال أشغال اليوم الأول لاجتماع الحكومة والولاية، تمويل الاقتصاد من خلال مصادر بديلة على غرار التمويل الإسلامي، حيث يمكن تنويع المنتجات المالية الإسلامية قصد امتصاص الكتلة النقدية الموجودة في السوق الموازية. وقال الوزير إنّ السلطات اتخذت خلال السنتين الأخيرتين "جملة من الإجراءات للحفاظ على سوق العمل وحماية الاقتصاد والاستقرار المالي للمؤسسات" موازاة مع إصلاحات مالية، لتفادي الأزمات المستقبلية.



وزير المالية: يمكن القضاء على نقود السوق السوداء بالتمويل الإسلامي

قال وزير المالية إبراهيم جمال كسالي، إن السلطات العمومية اتخذت كافة التدابير الاقتصادية والمالية. وهذا من أجل دعم الاستثمار وتحسين الحوكمة المالية. وأكد الوزير، خلال اجتماع الحكومة والولاية، أنّ السلطات اتخذت خلال السنتين الأخيرتين "جملة من الإجراءات للحفاظ على سوق العمل". و"حماية الاقتصاد والاستقرار المالي للمؤسسات" موازاة مع الإصلاحات "لتفادي الأزمات المستقبلية".



مؤشرات إيجابية في الاقتصاد الجزائري

كشف الوزير الأول أيمن بن عبد الرحمان، اليوم الأحد، بأنّ الاقتصاد الوطني عرف عدة مؤشرات إيجابية مع ارتفاع في احتياطي الصرف خلال الفترة الأخيرة، مؤكداً أن بلادنا في أريحية مع عودة منحنى النمو لمساره التصاعدي. وقال الوزير الأول خلال اشرفه على اختتام أشغال لقاء "الحكومة مع الولاية" بأنّ الميزان التجاري عرف تحقيق فائض يُقدر بـ 14 مليار دولار بنهاية شهر أوت الماضي، فيما يُنتظر أن يفوق 17 مليار دولار مع نهاية 2022.



هذا ما قاله رئيس الجمهورية حول رفع قيمة الدينار

كشف رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون، اليوم السبت، أن الجزائر بدأت في مرحلة رفع الدينار، و ذلك بعد اعتراف البنك العالمي بوجود مؤشرات ايجابية لرفعه. وأضاف الرئيس تبون على هامش اشرافه على افتتاح شغال لقاء الحكومة بالولاية، أن هذا الأمر وعدت به الدولة في مرحلة سابقة لكن يبقى المشوار طويل لكي يتم اصلاح الكارثة الاقتصادية والمالية التي كانت من قبل، خصوصا أن العملة كانت تسحب بدون مقابل وهو الأمر الذي خلق تضخم كبير.

INVESTISSEMENT ET GOUVERNANCE FINANCIÈRE

KASSALI RASSURE : «TOUTES LES MESURES PRISES»

Le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali, a affirmé, hier à Alger, que les pouvoirs publics avaient pris toutes les mesures économiques et financières pour soutenir l'investissement et améliorer la gouvernance financière. S'exprimant lors des travaux de la rencontre gouvernement-walis, M. Kassali a précisé que les pouvoirs publics avaient pris, durant les deux dernières années, «une batterie de mesures visant à préserver le marché du travail et à protéger l'économie et la stabilité financière des institutions», parallèlement aux réformes financières engagées à l'effet «d'éviter des crises à l'avenir». Le ministre a, en outre, souligné que la conjoncture actuelle requiert le financement de l'économie en recourant à des sources alternatives, à l'instar du financement islamique, en ce sens qu'il est possible de diversifier les produits de la finance islamique en vue de résorber la masse monétaire du marché parallèle. Evoquant la finance locale, M. Kassali a rappelé que les collectivités locales sont financées selon différents mécanismes constitués de ressources propres, des impôts et des actifs, et par les interventions de l'Etat, à travers la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales (CSGCL), afin de réduire les écarts budgétaires entre les communes.

INSTRUCTION PRESIDENTIELLE SUR LA CONFIDENTIALITE

Les informateurs de l'ombre

● Le souci de confidentialité ne doit pas se faire au détriment des droits de citoyens à l'information.



PHOTO: O. B.

Par Abderazak Merad

Comment faut-il interpréter, dans un sens très large, la dernière instruction présidentielle adressée notamment aux membres du gouvernement par le chef de l'Etat exigeant à l'avenir d'eux «confidentialité et discipline» dans leur travail pour donner plus de crédibilité à la gestion des affaires de l'Etat. Sans vouloir trop spéculer sur le fond de cette intervention, il serait bien à propos de croire qu'il y a eu jusque-là trop de laxisme en la matière pour en arriver à une telle consigne qui ressemble à ne pas s'y méprendre à une admonestation.

Est-ce une manière peu orthodoxe de dire aux ministres, et par extension à tous les hauts responsables, que tout ce que vous entreprenez dans un cadre top secret doit rester strictement sous embargo jusqu'à sa diffusion pour éviter toute exploitation malencontreuse ?

Faut-il y voir une volonté personnelle de la part du président de la République de mettre un terme à des pratiques considérées comme peu conventionnelles sur le plan de la communication qu'on appelle «fuites» dans le milieu de la presse et qui à force d'être trop généralisées ou trop flagrantes ont fini par constituer des sources de problèmes déstabilisantes, voire pullulantes au lieu de servir le champ médiatique pour l'intérêt général ?

Des pratiques jugées en tout état de cause nocives pour le bon fonctionnement des services de presse attirés de l'institution gouvernementale et des prestations qu'ils sont censés fournir dans un cadre structuré et protégé de toute influence non reconnue. Par essence, une

officiels est le fruit d'une indiscretion organisée soit pour donner une primeur sous forme de scoop qui reste une performance professionnelle pour les journalistes à la recherche toujours du sujet sensationnel avant tous les confrères, soit pour saper ou contredire la nouvelle originelle, et qui par conséquent, n'est jamais acceptée par l'institution, l'organe ou le corps qui la produit. Parce qu'elle révèle aussi une vérité qu'on voudrait taire à l'opinion publique, cette info parallèle est considérée comme une trahison du secret professionnel qui devait être bien gardé et qui en fuitant ne pouvait que prendre le risque de remettre en cause bien des plans ou des théories. Mais ça pourrait également être une «évasion» trop bien agencée pour être innocente, qui prendrait alors la forme d'une manipulation médiatique volontairement dirigée pour brouiller les cartes et nuire à une communication fiable conçue pour faire avancer une idée, un projet ou un simple travail de concertation.

C'est assurément pour annihiler ce genre de nuisance que le premier magistrat du pays a décidé de mettre de l'ordre dans le travail communicationnel du gouvernement et de tous les canaux officiels en les soumettant à une règle stricte et rigoureuse de confidentialité qui évidemment ne pourrait être efficace si elle n'est pas suivie d'une subordination totale. Mais quelles sont en priorité les cibles dérangeantes qui seraient à l'origine de l'instruction présidentielle ?

Les médias nationaux, qui dans leur majorité, se sont alignés depuis longtemps sur la communication officielle. Les médias étrangers qui s'intéressent de moins en moins à la politique

qui alimentent en vrac les différents blogueurs ou influenceurs faisant ainsi d'eux des sources incontournables dans les réseaux sociaux. Tout le monde sait que ce sont pas moins d'une dizaine de blogueurs installés à l'étranger qui puisent le plus dans ses canaux informels avec la complicité évidente de «taupes» pour les mettre au parfum en exclusivité, souvent avec cette volonté de détruire la thèse officielle avant même qu'elle ne prenne forme. Ces influenceurs arrivent ainsi à donner des infos de première main qui mettent le sursis dans l'embarras, mais souvent, ils jouent sur des rumeurs, des fake news qui déroutent l'opinion publique.

On pense que c'est dans cette direction que le travail de sappe va opérer si tant est que des garde-fous rigoureux soient mis en place pour arrêter l'hémorragie. Cependant, si le danger de la manipulation communicationnelle est identifié, il reste que le questionnement sur la consigne du Président reste entier. Les professionnels de la presse auront à raison de penser que celle-ci (la consigne) ne soit qu'un tour de vis supplémentaire pour renforcer la prédominance de l'information officielle comme au temps du parti unique. Dans tous les pays du monde, les «fuites» médiatiques sont partie intégrante de l'activité de la presse. Que sera celle-ci si on lui coupe une source informelle somme toute vitale à condition qu'elle ne verse pas dans la manipulation sordide. Alors que les principales sources d'information contrôlées par l'Etat demeurent hermétiques, le journalisme d'investigation, déjà à l'état comateux, ne pourra donc plus exister si on le prive de ses «sources profondes».

JAVOITTE **AÏMEN BENABDERRAHMANE AUX WALIS :**

«Fini le travail dans les bureaux !»

Seul le travail de terrain fera la différence. C'est le message qu'a transmis, hier dimanche, le Premier ministre aux walis à la clôture de la réunion gouvernement-walis. Pour Aïmen Benabderrahmane, le travail dans les bureaux a fait son temps. L'heure est à «une nouvelle approche», purement économique.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Le développement local nécessitera une plus grande implication des walis, mais également la révision de la fiscalité locale notamment. Les participants aux trois ateliers ont pour leur part émis une série de recommandations qui concernent tant les prérogatives des walis, que l'arsenal juridique qui ne favorise pas toujours le développement local.

L'approche purement administrative n'a plus aucune raison d'être dans la gestion locale. Le Premier ministre a plaidé hier à la fin des travaux de la réunion gouvernement-walis pour une approche purement économique. Aux walis présents hier au Palais des Nations, il dira, «c'est le travail de terrain qui fera la différence», ajoutant que, «le travail dans les bureaux, c'est fini».

Aïmen Benabderrahmane estime que la situation nécessite de «changer de vision pour faire du wai un climat qui favorise les opportunités d'investissements et le développe-

ment local». Pour arriver à booster l'économie au niveau local, il est nécessaire, dit-il de «faire une analyse des points forts et des faiblesses de chaque région», mais également que les walis fassent la promotion de leurs régions pour augmenter leur attractivité.

Le Premier ministre reconnaît l'existence de certaines difficultés, notamment en ce qui concerne la fiscalité locale et la distribution des aides au niveau des collectivités. Pour rassurer les walis, le premier ministre a affirmé que leur statut particulier était quasiment prêt et sera présenté très prochainement en Conseil des ministres.

À quelques jours de la présentation de la politique générale du gouvernement, Aïmen Benabderrahmane a évoqué le contexte général, estimant qu'en dépit des difficultés nées de la crise sanitaire et des pressions géostratégiques, les indicateurs commencent à être au vert, avec un excédent dans la balance commerciale qui avoisinait les 14 milliards fin août et devrait atteindre les



Photo : CH

17 milliards de dollars à la fin de l'année en cours. Des performances que le Premier ministre attribue en partie à la politique du commerce extérieur et à la rationalisation des importations qui, dit-il, vise à protéger le produit national. «Cela ne veut pas dire que nous sommes contre l'importation, mais contre le gaspillage comme cela a pu se produire par le passé. En 2014, la facture d'importation était énorme. Il a fallu la réduire en contrôlant les importations». Une aisance financière qui a permis de poursuivre les politiques de soutien aux couches fragiles, avec pas moins de 5 131 milliards de dollars de transferts

sociaux en 2021. Les participants aux trois ateliers mis en place, deux jours durant, ont pour leur part, remis leurs conclusions et recommandations.

En ce qui concerne le rôle du wai dans le développement local, les participants en ont élaboré plusieurs dont la réorganisation des différentes structures au niveau local. Ils préconisent également de mettre la planification dans les prérogatives du wai à travers des outils modernes pouvant permettre un meilleur suivi des projets, de donner davantage d'importance à la ressource humaine et d'assurer plus de cohésion dans les textes qui enca-

drent l'acte d'investir. Les participants préconisent également de renforcer le rôle décisionnel du wai à travers la décentralisation, la numérisation à travers une base de données fiables et enfin un statut particulier qui puisse renforcer le rôle du wai.

Les participants à l'atelier ayant pour thème «Quel rôle pour les collectivités dans la relance ?», ont pour leur part émis des recommandations pour la mise en place effective des mécanismes de soutien à l'investissement, notamment le guichet unique, l'élaboration d'une cartographie des projets susceptibles d'intéresser les promoteurs potentiels avant la fin de l'année au niveau de chaque wilaya et d'un guide national des sous-traitants. Ils ont également plaidé pour la mise en place d'un cadre de partenariat entre les wilayas et les universités et de mécanismes pour récupérer le foncier non utilisé.

Le dernier atelier consacré à la fiscalité a également été à l'origine de recommandations allant dans le sens de la poursuite de la réforme des différentes taxes qui constituent un réservoir important pour les collectivités, et de la récupération d'une partie de la fiscalité pétrolière au profit des collectivités locales pour faire face au manque de ressources.

N. I.

RÉCUPÉRATION DE L'ARGENT VOLÉ

La grande offensive de l'État

L'Algérie met actuellement le paquet pour la récupération de l'argent et des biens issus de la corruption. L'opération se mène aussi bien à l'intérieur du pays qu'à l'étranger.

Abia Chérif - Alger (Le Soir) - Actuellement, on peut même considérer que l'Algérie est entrée dans l'année de la récupération compte tenu des avancées enregistrées à l'intérieur du pays. Plus d'une centaine de terrains ont été récupérés par les pouvoirs publics. Il s'agissait, pour la plupart, de terres à vocation agricole détournées au profit d'hommes d'affaires ou d'entrepreneurs ayant tous bénéficié d'indus avantages. Une partie de ces terrains n'étaient pas à vocation agricole mais ont la particularité de se trouver dans la capitale ou ses alentours immédiats ce qui rendait leur acquisition très difficile en raison

de leur coût. Plus d'une vingtaine de walis, secrétaires généraux et cadres de l'administration ont été poursuivis par la justice et incarcérés pour avoir octroyé ces parcelles de terre à des personnes qui les ont acquises dans des conditions douteuses. Il y a eu aussi récupération de bureaux, et en grand nombre, appartenant à des walis, secrétaires généraux et cadres de l'administration ont été poursuivis par la justice et incarcérés pour avoir octroyé ces parcelles de terre à des personnes qui les ont acquises dans des conditions douteuses. Il y a eu aussi récupération de bureaux, et en grand nombre, appartenant à

garques. Dans la majorité des cas, ces bureaux sont situés dans des bâtiments luxueux ou bâtisses situées dans des quartiers privilégiés. Toutes les maisons appartenant aux hommes d'affaires actuellement incarcérés, aux ex-walis, ex-ministres et hauts responsables définitivement condamnés ont été aussi récupérées. Il y a eu aussi la saisie de véhicules appartenant à toutes ces personnes condamnées, et là, on a vu le nombre spectaculaire de voitures de luxe (près de six-cents) découvertes dans des entrepôts de Mahieddine Tahkout. La liste des biens saisis devrait probablement être appelée à



Des enquêtes ont eu lieu autour de tous les noms soupçonnés de ne pas avoir révélé l'intégralité de leurs biens devant la justice. Concrètement, cela a donné lieu à l'ouverture des coffres personnels dans certaines banques, dans les domiciles des proches des inculpés, mais aussi dans tout ce qui peut servir d'entrepôts susceptibles de servir de caches à des biens non déclarés.

Il y a eu aussi le blocage des comptes de toutes les personnes condamnées pour corruption, et là la liste ne s'arrête pas aux seuls anciens ministres, ex-hommes d'affaires ou walis, car cette situation englobe également les trois-cents dossiers (pour corruption toujours) entre les mains de la justice. Lors de la réunion du Conseil des ministres qui s'est tenue le 11

septembre dernier, le chef de l'État a annoncé la création d'une Agence nationale chargée de la récupération des biens et fonds confisqués.

On en sait par contre moins pour ce qui concerne la récupération des biens et argent transférés à l'étranger, mais le sujet est au centre des préoccupations

mécanisme de règlement à l'amiable. Cela «s'est avéré efficace dans de nombreux pays et c'est considéré comme une pratique idéale et efficace dans la lutte contre la corruption», déclarait, il y a quelques jours, le Premier ministre à l'APN. Ce que l'on sait, c'est que l'Algérie s'appête à lancer une série de procédures avec

Ce que l'on sait, c'est que l'Algérie s'appête à lancer une série de procédures avec les pays vers lesquels les fonds pillés ont été détournés.

actuelles. Au cours de ce même Conseil des ministres, il a d'ailleurs été question de la mise en place d'une approche plus affinée afin de permettre d'atteindre cet objectif. Ainsi, l'Algérie parle désormais de mise en place d'un

les pays vers lesquels les fonds pillés ont été détournés. L'action diplomatique est grandement mise à l'œuvre dans ce cadre, et elle est actuellement en cours, nous dit-on.

A. C.

Les services des douanes ont été instruits de passer au peigne fin tous les containers inscrits aux noms des personnes poursuivies ou condamnées pour corruption.

Parallèlement à ces procédures de saisie, on apprend que des opérations de recherche sont menées de façon intense sur le terrain ces dernières semaines.

s'étendre rapidement, puisque les services des douanes ont été instruits de passer au peigne fin tous les containers inscrits aux noms des personnes poursuivies ou condamnées pour corruption.

Brahim Djamel Kassali, ministre des Finances

"Toutes les mesures prises pour soutenir l'investissement" et améliorer la gouvernance financière

Le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali, a affirmé, samedi à Alger, que les pouvoirs publics avaient pris toutes les mesures économiques et financières pour soutenir l'investissement et améliorer la gouvernance financière.

S'exprimant lors des travaux

de la rencontre gouvernement-walis, M. Kassali a précisé que les pouvoirs publics avaient pris, durant les deux dernières années, «une batterie de mesures visant à préserver le marché du travail et à protéger l'économie et la stabilité financière des institutions», parallèlement aux

réformes financières engagées à l'effet d'éviter des crises à l'avenir».

Le ministre a, en outre, souligné que la conjoncture actuelle requiert le financement de l'économie en recourant à des sources alternatives, à l'instar du financement islamique, en ce

sens qu'il est possible de diversifier les produits de la finance islamique en vue de résorber la masse monétaire du marché parallèle.

Evoquant la finance locale, M. Kassali a rappelé que les collectivités locales sont financées selon différents mécanismes

constitués de ressources propres, des impôts et des actifs, et par les interventions de l'Etat, à travers la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales (CSGCL), afin de réduire les écarts budgétaires entre les communes.

Ali N.

■ Aïmene Benabderahmane aux walis :

«Pour un suivi, sur le terrain, des projets d'investissements»

Le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, a réaffirmé, hier dimanche à Alger, lors de la rencontre Gouvernement/walis, que le rôle du wali à l'échelle locale dans l'accompagnement des investisseurs est de faciliter l'investissement et d'accompagner les investisseurs dans l'accomplissement des formalités relatives à l'investissement, dans le cadre de la nouvelle dynamique économique, initiée par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune.

Il s'agira, a-t-il indiqué, de faciliter la mission des investisseurs en les orientant et en accompagnant leurs projets dans divers domaines avec la nouvelle approche participative à travers l'écoute des élus locaux, des parlementaires et des représentants de la société civile afin de cerner les besoins réels de l'investissement. S'exprimant en marge de sa tournée dans trois ateliers sur «le rôle des collectivités locales dans la relance de l'investissement», «la diversification des ressources financières pour un développement local» et «le rôle du wali dans



■ Le Premier ministre a insisté sur la nécessité d'un suivi, sur le terrain, des investissements. (Photo : D.R)

le processus de développement économique local». Le Premier ministre, accompagné du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire a insisté sur la nécessité d'un suivi, sur le terrain, des investissements. Afin de permettre l'amélioration des conditions d'investissement, le climat des affaires et de leur permettre de jouer leur rôle économique. «Des dépassements et des irrégularités ont été signalés auparavant faute d'un suivi sur le terrain des investissements», a-t-il fait remarquer. Evoquant le foncier industriel at-

tribué et inexploité, le Premier ministre a instruit les walis à l'effet de récupérer l'ensemble des assiettes foncières dont les projets d'investissement n'ont pas été lancés au-delà de six mois après la notification, et de le répertorier aux fins de l'attribuer de nouveau aux véritables investisseurs désireux y investir. Annonçant, au passage, l'inauguration, dans les prochains jours, de l'Agence nationale de promotion de l'investissement dont le rôle est, entre autres, d'enregistrer et traiter les dossiers d'investissement et d'accompagner l'investisseur dans l'accomplis-

sement des formalités liées à son investissement.

Rappelons que dans le cadre de l'opération, toujours en cours, d'assainissement du foncier destiné à l'investissement au niveau local, lancée par le ministère de l'Industrie en application des instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, quelques 2.308 hectares de foncier non exploités au niveau des zones industrielles (ZI) et des zones d'activités (ZA) y ont été, jusque-là récupérés.

La veille soit, avant-hier samedi, le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali a indiqué que les pouvoirs publics avaient pris toutes les mesures économiques et financières pour soutenir l'investissement et améliorer la gouvernance financière.

«Les pouvoirs publics avaient pris, durant les deux dernières années, une batterie de mesures visant à préserver le marché du travail et à protéger l'économie et la stabilité financière des institutions, parallèlement aux réformes financières engagées à l'effet d'éviter des crises à l'avenir», a-t-il dit lors des travaux de la rencontre Gouvernement/walis. Faisant savoir que la conjoncture actuelle requiert le financement de l'économie en recourant à des sources alternatives, à l'instar du financement islamique, en ce sens qu'il est possible de diversifier les produits de la finance islamique en vue de résorber la masse monétaire du marché parallèle.

Rabah Mokhtari

بعد دفاع الرئيس تبون عن حقهم في انتقاد أداء الوزراء حكومة بن عبد الرحمان في مرمى النواب

شجع الرئيس عبد المجيد تبون أعضاء البرلمان على انتقاد الجهاز التنفيذي، فيما يستعد ممثلو الشعب لمناقشة بيان السياسة العامة مطلع الأسبوع المقبل.



ممثلو الشعب يستعدون لمناقشة بيان السياسة العامة مطلع الأسبوع المقبل

ف. جمال

● عبر في كلمته أمام الولاية عن افتخاره بالمجلس الشعبي الوطني، فأعضاء المجلس "وصلوا للبرلمان بطريقة شفافة ودون استعمال المال الفاسد، مضيفاً أن "قانون الانتخابات صاد الباب أمام المال الفاسد"، مثنياً وجود شباب في المجلس الشعبي الوطني، وقال إن الانتخابات المحلية الأخيرة كانت نزيهة بفضل استبعاد ممارسات الرشوة والمال الفاسد وشراء الذمم والأصوات والمحاصصة، وهو المجهود الذي يبقى متواصلاً، حسب قوله، مؤكداً في هذا السياق أنه من حق النواب "انتقاد الحكومة بل وزعزعة أعضائها".

ويمكن لخطاب تبون أن يرفع الحرج عن أعضاء في البرلمان قبل بدء مناقشة تقييم حصيلة الجهاز التنفيذي في مطلع شهر أكتوبر الداخل، أمام حالة عدم اليقين للكثير منهم، وانتشار اعتقاد أن أي مساس بأعضاء الحكومة مستقبلاً ستكون له تبعات على ضوء ما وقع مطلع العام من عزل وتهميش لهم وملاحقات طالت العديد من المنتخبين الوطنيين تحت مسمى رفع الحصانة وانتهاك أحكام قانون التنافي بعد أشهر من مناقشة مخطط عمل الحكومة.

وأدت تلك الملاحظات إلى استقالة أعضاء البرلمان في الأشهر الأخيرة من الدورة وترجم في قاعة أشغال فارغة إلى درجة استخدام آلية تمرير مشاريع مهمة بمن حضر ولجان تشتغل بالحد الأدنى.

ويعتقد تيار من النواب أن المتاعب التي لاحقتهم في الدورة الماضية للبرلمان ذات صلة بالمواقف التي عبروا عنها خلال تلك المناقشة والانتقادات لأداء أعضاء الحكومة وقطاعات أخرى منها الولاية وأداء السلك الدبلوماسي.

وواجهت الحكومة خلال عرض مخطط عمل الحكومة هجمات قاسية وخصوصاً من المتشبعين بالخطاب الاحتجاجي وثقافة الانشقاق التي عززت الطبقة السياسية في فترة الحراك الشعبي، ولقناعة مجموعات النواب المؤمنة بأنها تحوز فعلاً على شرعية شعبية

البرلمانية لحركة مجتمع السلم بالمجلس الشعبي الوطني، الذي حضر جانباً من أشغال ندوة الحكومة/ولاية، أن كلمة الرئيس واقتخاره بالمجلس الشعبي الوطني "تعد رسالة واضحة لعدد الجهاد التي تحاول تشويه النواب المنتخبين عموماً، موضحاً في رد على سؤال له الخبر، "أن كثيراً من الممارسات المستفزة تجاه النواب يجب أن تتوقف الآن".

وقرأ في خطاب الرئيس بأنها رسالة أيضاً للجهاز التنفيذي "ألا يمد رجليه في مساحات ليست له، خاصة ما تعلق بمبادرات النواب التشريعية والرقابية ورسالة لنواب الأغلبية الرئاسية كي يتحرروا في مواقفهم ومدخلاتهم ومبادراتهم في اتجاه تغليب القناعات والضمير والمصلحة الوطنية قبل أي شيء آخر".

وخلص للقول "نحن في كتلة خمس فخورون بأداء نوابنا وربما كلام الرئيس إشارة إلى التدخلات القوية لهم خاصة الشباب منهم، مشيراً إلى أن زعزعة الحكومة هي مهمة النائب الذي لا يعطي سكا على بيان خاصة حينما يلاح العجز أو الانحراف أو الفشل".

ف. ج

فعلية في انتخابات بلغ نسبة المقاطعة مستويات قياسية وفي غياب المعارضة "الديمقراطية".

وأثار خطاب الرئيس ارتياح نواب الذين رأوا في رسائل الرئيس أنها رفع للغطاء عن وزراء ورخصة لمحاكمة للمسؤولين التنفيذيين الذين يوفوا بالتزاماتهم أو لم يكونوا على قد المسؤولية.

وتسود آمال في انفتاح القطاعات الحكومية على أعضاء البرلمان في إشراكهم ولو على سبيل الإعلام في القرارات المتعلقة بإدارة الشأن المحلي والرد في الأجل القانونية على الأسئلة والمراسلات والاستقبالات من منطلق أن استقبال أعضاء البرلمان 600 حوالي 1884 مرة في ظرف عام، الوارد في حصيلة الحكومة لا يفي بالحاجة.

وأشار نائب أقالاني مثلاً إلى أن 50 في المائة من مراسلاته وأسئلته لم تجد رداً بعد، وأن سؤالاً كتابياً وجهه لعضو بالحكومة في جانفي الماضي لم يأت الرد عليه إلا في سبتمبر الجاري.

أحمد صادق، رسالة لكل من يمس سمعة النواب

واعتبر صادق، رئيس المجموعة

وزير المالية:

دعم كلي للاستثمار وترشيد الإنفاق



أكد وزير المالية، إبراهيم جمال كسالي، أن السلطات العمومية اتخذت كافة التدابير الاقتصادية والمالية لدعم الاستثمار وتحسين الحوكمة المالية. وقال الوزير، خلال اليوم الأول لاجتماع الحكومة الولاية، أن السلطات اتخذت خلال السنتين الأخيرتين "جملة من الإجراءات للحفاظ على سوق العمل وحماية الاقتصاد والاستقرار المالي للمؤسسات" موازاة مع إصلاحات مالية "لتفادي الأزمات المستقبلية. كما أوضح كسالي أن السياق الحالي يتطلب تمويل الاقتصاد من خلال مصادر بديلة على غرار التمويل الإسلامي حيث يمكن تنويع المنتجات المالية الإسلامية قصد امتصاص الكتلة النقدية الموجودة في السوق الموازية. وذكر بخصوص المالية المحلية، أن الجماعات المحلية تمول وفق ميكانيزمات مختلفة تتكون من موارد ذاتية والضرائب والأصول ومن خلال تدخلات الدولة عن طريق صندوق التضامن للجماعات المحلية لتقليل الفوارق بين البلديات.

س. س

أكد اتخاذ الإجراءات لدعم الاستثمار وتحسين الحوكمة المالية، وزير المالية؛

الصيرفة الإسلامية لامتصاص الكتلة النقدية الموجودة في السوق الموازية

أكد وزير المالية، إبراهيم جمال كسالي، مساء اليوم السبت بالجزائر العاصمة ان السلطات العمومية اتخذت كافة التدابير الاقتصادية والمالية لدعم الاستثمار وتحسين الحوكمة المالية. وقال الوزير، خلال اشغال اليوم الأول لاجتماع الحكومة والولاية، ان السلطات اتخذت خلال السنتين الأخيرتين "جملة من الإجراءات للحفاظ على سوق العمل وحماية الاقتصاد والاستقرار المالي للمؤسسات" موازاة مع إصلاحات مالية لتفادي الأزمات المستقبلية. وأوضح السيد كسالي أن السياق الحالي يتطلب تمويل الاقتصاد من خلال مصادر بديلة، على غرار التمويل الإسلامي، حيث يمكن تنويع المنتجات المالية الإسلامية قصد امتصاص الكتلة النقدية الموجودة في السوق الموازية. ولدى تطرفه الى المالية المحلية ذكر السيد كسالي بأن الجماعات المحلية تمويل وفق ميكانزمات مختلفة تتكون من موارد ذاتية والضرائب والأصول ومن خلال تدخلات الدولة عن طريق صندوق التضامن للجماعات المحلية لتقليل الفوارق بين البلديات،

إضافة إلى تحسين
 الحوكمة المالية... كسالي،
 كل الإجراءات
 اتخذت لدعم
 الاستثمار



أكد وزير المالية إبراهيم جمال كسالي، أن السلطات العمومية اتخذت كافة التدابير الاقتصادية والمالية لدعم الاستثمار وتحسين الحوكمة المالية. وقال الوزير خلال اجتماع الحكومة والولاية، إن السلطات اتخذت خلال السنتين الأخيرتين "جملة من الإجراءات للحفاظ على سوق العمل وحماية الاقتصاد والاستقرار المالي للمؤسسات" موازاة مع إصلاحات مالية "لتفادي الأزمات المستقبلية". وأوضح كسالي أن السياق الحالي يتطلب تمويل الاقتصاد من خلال مصادر بديلة على غرار التمويل الإسلامي، حيث يمكن تنويع المنتجات المالية الإسلامية قصد امتصاص الكتلة النقدية الموجودة في السوق الموازية. ولدى تطرقه إلى المالية المحلية، ذكر كسالي أن الجماعات المحلية تقول وفق آليات مختلفة تتكون من موارد ذاتية وشرائب وأصول ومن خلال تدخلات الدولة عن طريق صندوق التضامن للجماعات المحلية لتقليل القوارق بين البلديات.

تصيرة من



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

 dc@mf.gov.dz

 Poste: 2784

www.mf.gov.dz



[@MFinance_dz](https://twitter.com/MFinance_dz)



[@MFinancesdz](https://www.facebook.com/MFinancesdz)



[MFINANCES-CHANNEL](https://www.youtube.com/channel/UC...) وزارة المالية الجزائرية



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger